



CONFERENCE DE PRESSE

27 NOVEMBRE 2015

Mesdames, Messieurs.

Nous tenons tout d'abord à vous remercier de votre présence.

Avant d'aborder le thème de cette conférence de presse, quelques mots sur la situation que nous vivons depuis le 13 Novembre.

Nous tenons à témoigner notre soutien et notre solidarité à l'ensemble des familles touchées par la tragédie du vendredi 13 novembre. Nous saluons la mobilisation extraordinaire de l'ensemble des agents des services et entreprises publiques.

Ces attentats, perpétrés sur des lieux de culture et de vie, frappent et concernent chacune et chacun d'entre nous, toutes les populations de toutes religions, origines ou nationalités et particulièrement la jeunesse. Des salariés, des adhérents d'organisations syndicales, sont au nombre des victimes.

Les attentats qui ont touché la France, frappent les populations partout dans le monde.

Notre solidarité s'adresse à toutes les victimes de ces assassinats. Derrière ces atrocités, des discours trop souvent entendus reviennent à grands pas. La guerre ne règle rien, au contraire. Les lieux de tensions et conflits se multiplient avec leurs cortèges de morts, de destruction, de désolation et de haine. Les multiples interventions militaires (en Irak, en Lybie, en Syrie, etc.), loin d'instaurer la démocratie ont généré un appauvrissement des populations avec des centaines de milliers de victimes et une impasse économique et sociale. C'est le terreau sur lequel le terrorisme se développe, poussant des populations entières sur le chemin de l'exil.

Nous sommes favorables à un renforcement de la sécurité et des libertés des citoyens. Il ne faut pas confondre des moyens et des effectifs de police et gendarmerie supplémentaires avec une restriction des libertés individuelles et collectives. De même, combattre, écarter les formes de radicalisation passe avant tout par le respect des droits fondamentaux d'accès à l'éducation, à la culture, à la santé et à l'emploi.

Ce n'est pas une quelconque modification de la constitution qui permettra de tarir les sources de financement et d'armement des terroristes nous demandons que la priorité soit donnée à la recherche de solutions multilatérales dans le cadre de l'ONU.

Nous refusons que les salariés et la population française, à travers des modifications de la constitution, soient placés de fait dans un état d'urgence permanent.

Nous refusons que l'expression revendicative, le mouvement social et associatif soient muselés.

C'est pourtant ce qui se passe à Tours où le préfet interdit les initiatives citoyennes prévues le samedi 28 novembre à l'occasion de la COP 21 sous forme de distribution de tracts et d'animations.

La mesure est démesurée. Va-t-on fermer le village de Noël ou les grands magasins qui vont accueillir beaucoup de monde? Ou s'agit-il d'empêcher un droit d'expression?

Abordons maintenant la tenue la COP 21 à partir du 30 Novembre et principalement sur le volet transport.

Le secteur des transports est le premier émetteur en France de gaz à effet de serre, le seul secteur dont les émissions augmentent ces vingt dernières années.

Les transports sont au cœur d'une concurrence féroce, source d'un dumping social amplifié par la politique low-cost dans tous les modes, avec des effets dévastateurs sur l'emploi et les conditions sociales des salariés.

A l'encontre du report modal de la route vers le rail et le fluvial et des objectifs de qualité de l'air et de réduction des GES pour limiter le réchauffement climatique, la politique gouvernementale est éloquente !

Généralisation des 44 tonnes, abandon du wagon isolé, abandon de l'écotaxe poids lourds, augmentation de la TVA pour les transports publics (5,5 % à 10 %), menaces de suppression des lignes Trains d'Équilibre du Territoire ou réduction des fréquences... A cela s'ajoute la loi Macron qui libéralise le transport par autocars ...

Dans le même temps, se met en place la réforme du système ferroviaire, aggravant les dysfonctionnements liés aux réductions de moyens humains et matériels mettant en cause la sécurité et menaçant l'avenir de 11 000 Kms de lignes.

Le secteur des transports est déterminant pour agir en efficacité et sobriété énergétique.

Nous avons besoin de tous les modes de transport, dans une logique forte de multimodalité et de complémentarité. Il faut arrêter d'opposer et de mettre en concurrence les modes de transports et les salariés qui les assurent !

Les coûts externes routiers, au moins quatre fois plus élevés que ceux du transport ferroviaire, (accidentologie, usure des infrastructures, pollutions, embouteillages...), sont payés par le contribuable. Cela en fait le mode le plus subventionné.

Nous proposons une juste tarification du transport routier facilitant la relocalisation industrielle et les circuits courts.

Nous demandons une augmentation de la contribution des entreprises aux transports collectifs et des investissements significatifs dans l'amélioration de la qualité des réseaux de transport. Une politique d'aménagement des territoires et de transport doit se faire en cohérence avec une politique industrielle nationale et régionale.

Après la destruction de l'outil public fret ferroviaire, c'est maintenant le tour du transport des usagers...

Avec l'ouverture à la concurrence en 2006, nous avons assisté à la fermeture de 60 gares ouvertes au trafic Fret dans la région Centre, à des suppressions d'emplois, à l'abandon du triage de St Pierre des Corps et à un report massif du transport de marchandises sur la route.

Après l'autorisation pour les poids lourds de passer de 38 à 44 tonnes, après l'abandon de l'écotaxe, après l'augmentation du seuil du versement transport privant ce secteur de ressources considérables, ce sont près de 10.000 km de lignes ferroviaires capillaires qui sont menacées.

Pourquoi vouloir supprimer les lignes ferroviaires Tours/Le Mans/Caen, Bourges/Montluçon, les trains de nuit irriguant le sud et vouloir les remplacer par des cars? Ces lignes existent et pourraient permettre le transport des usagers dans de meilleures conditions de sécurité et plus rapidement.

Pourquoi mettre en difficulté des dessertes TER, financées par le Conseil Régional Centre- Val de Loire qui sont menacées avec l'arrivée de la concurrence routière dès le 1er décembre : Orléans/Tours, Tours/Poitiers et dès le 4 janvier sur la relation Orléans/Bourges.

« Quand on veut tuer son chien on dit qu'il a la rage. » Le dicton est bien mis en œuvre par Guillaume Pepy avec la complicité des gouvernements successifs (ou sous leur impulsion) en dissuadant les citoyens de prendre le train : voies non entretenues, matériels désuets, tarifs prohibitifs, déshumanisation des gares...

Aidé par la loi Macron, il va plus loin avec « OUICAR » (covoiturage) et « OUIBUS » (cars longues distances).

La SNCF injecte 60 Millions d'euros dans la recapitalisation d'ID Bus (ancêtre de OUIBUS) et le gouvernement laisse faire sans rien dire... Pourtant, il s'est offusqué, avec le secours de la Cour des Comptes, du déficit sur les lignes Trains d'Equilibre du Territoire (« Corail », « Téoz ») et en prend prétexte pour vouloir en supprimer.

Le transport ferré est pourtant utile et écologique.

Au moment où la COP 21 va débattre de la nécessité de diminuer les gaz à effets de serre, le gouvernement Valls/Hollande/Macron va mettre sur les routes des cars par milliers. L'autoroute A10 est suffisamment engorgée par des files de camions ! Au lieu de désorganiser le transport ferroviaire (multiplication des retards, dessertes insuffisantes, prix trop élevés et souvent incompréhensibles, gares dégradées...), mettons les moyens nécessaires sur le transport ferroviaire pour qu'il retrouve de son attrait. C'est l'élément décisif pour permettre une réelle complémentarité des différents modes de transports.

Mobilisons-nous pour que les usagers, les salariés soient respectés :

- Pour des tarifs du train accessibles et gratuits pour certaines catégories de personnes.
- Pour respecter notre environnement en arrêtant de mettre plus de transports sur les routes.
- Pour une véritable complémentarité des transports respectueuse des usagers, des salariés et de notre environnement.
- Pour mettre un terme au mépris de Monsieur Macron qui développe le transport par car « pour que les pauvres puissent voyager » et surtout pour faire fructifier les profits des entreprises privées.
- Pour faire vivre les valeurs de service public et de solidarité.

Il est donc nécessaire qu'un vrai débat national associant tous les citoyens, les usagers et leurs associations, les élus, les Organisations Syndicales se tienne sur l'enjeu ferroviaire ... vital pour notre économie, notre environnement, la cohésion sociale, le droit au transport pour tous, nos existences !